

# *Le Combat Syndicaliste*

**CNT-AIT**

*Pages confédérales*

**Bimestriel de la Confédération Nationale du Travail  
Section de l'Association Internationale des Travailleurs**

## **Jusqu'à quand allons-nous**

TRAVAILLEZ PLUS  
GAGNEZ MOINS



## **Engraisser les patrons ?**



# CNT - AIT

## **Association**

### **Internationale**

#### **des Travailleurs**

AIT, ASI-MUR CLS

Postanski pretinac 6

11077 Beograd, Serbie

## **Confédération**

### **Nationale**

#### **du Travail**

Pour tout contact

sur le plan national,

s'adresser à :

CNT-AIT

(bureau confédéral),

7, rue Saint-Rémésy

31000 Toulouse.

Adresse du site Web

de la confédération :

<http://www.cnt-ait-fr.org>

Vous y trouverez

les liens confédéraux

et internationaux

de notre organisation.

CPPAP 1856 D 73

Directeur : Michel Maza

Imprimerie spéciale

CNT-AIT.

Réalisation

des pages confédérales :

CNT-AIT,

18, rue Jean-Baptiste

Carreau, 64000 Pau.

## **Abonnements :**

1 an (6 n<sup>os</sup>) : 7,5 euros

Soutien: 15 euros

Chèques à l'ordre

de la CNT-AIT.

Voir pages régionales

# Édito

**2** 5 ANS APRÈS SA MORT, Reiser reste d'actualité, ce qui prouve bien que le système n'a pas changé de nature et que les problèmes restent les mêmes. Bien sûr, le contexte à quelque peu évolué, quoique... Peut-on parler, par exemple, de crise du capitalisme ? L'affirmation est largement partagée, mais rien ne dit que le système va s'écrouler. Il a déjà prouvé qu'il était capable de se « ressourcer » sur notre dos, grâce à la guerre notamment. Aujourd'hui, le discours alarmiste des dirigeants des pays du « G20 » sert à justifier une intervention des États qui se résume à ceci : utiliser l'argent public pour effacer l'ardoise des spéculateurs. Il n'est pas moins certain que les conséquences sociales de la situation économique actuelle sont désastreuses et risquent de s'amplifier. La redistribution des cartes entre patrons, les plus forts rachetant les entreprises en difficulté ou tuant leurs concurrents, aura des conséquences nouvelles sur nos vies. Mais la perception de la réalité risque, elle aussi, de changer : difficile aujourd'hui de parler d'un système infaillible ; difficile également de prôner des « réformes nécessaires » pour réduire les dépenses publiques de quelques millions lorsque l'on débloque en un seul jour des milliards ; difficile de soutenir que la faim dans le monde est une fatalité sans tomber le masque, et clairement se désigner comme un homme d'une autre priorité, celle du « tout pour les riches ».

Si la situation doit permettre aux anarchosyndicalistes de développer leur discours, elle peut tout aussi bien profiter à d'autres. Les chimères de « l'intervention nécessaire de l'État » et le « face à l'urgence, il faut faire des sacrifices » peuvent entretenir la confusion et favoriser un renforcement de l'État. Depuis quelques années déjà, les dirigeants peaufinent un arsenal juridique favorisant la répression. Dans cette logique, la campagne anti-immigrée du gouvernement joue un rôle important. Elle a pour objectif de rallier l'électorat d'extrême droite au gouvernement, confortant ainsi un État répressif. Elle bana-

lise par ailleurs des méthodes expéditives et outrancières sur une minorité, que le gouvernement aura tout loisir à étendre si elles passent dans les mœurs. La criminalisation du groupe autonome de Tarnac nous montre également la volonté du gouvernement à préparer la répression contre toutes celles et ceux qui pourraient gêner les « partenaires sociaux » sur leurs plates bandes, lors des prochains conflits.

Parallèlement, et alors que les médias la font passer à la trappe, l'intervention française en Afghanistan se renforce et tout porte à croire que la France va accentuer sa politique impérialiste dans les années qui viennent. Et c'est un lieu commun que de dire que les situations de guerre permettent le renforcement du pouvoir exécutif et des tendances autoritaires.

C'est dans cette logique que le dernier congrès de la CNT-AIT, réuni à Pau le 8 et 9 novembre dernier, a décidé de mettre en place deux campagnes nationales dans l'année qui arrive : la première contre la politique anti-immigrée du gouvernement, la seconde antimilitariste. Ces deux thèmes comportent des similitudes, ils résultent d'une même notion que nous contestons, la frontière, et participent au renforcement des forces répressives de l'État. Alors que les conflits sociaux semblent reprendre de la vigueur, dénoncer le renforcement de l'État est une nécessité absolue.

## Sommaire

Page 3 : Vichy : silence absolu

Page 5 : Politiques européennes migratoires contre libre circulation

Page 6 : Intérim que la bête crève !

Page 7 : Gouverner, c'est prévoir

Page 8 : Faut-il donner raison au réseau ?

Page 11 : Maintenant, ça suffit !

Page 13 : Un jeudi effrayant ou revigorant ?

Page 15 : Retour sur une grève pas comme les autres

Page 22 : Solidarité avec les antifascistes russes

Page 23 : Boycott des élections aux Prud'hommes

Page 28 : T(ribunal à) G(rande) V(itesse)

# Vichy : silence absolu

27 ministres européens réunis à Vichy pour le Sommet sur l'immigration et l'intégration. Troisième réunion interministérielle concernant l'immigration en Europe qui sera décisive puisque à son issue la « directive de la honte » sera discutée et décidée...

**C**USSET. Lundi 3 Novembre, 17h, devant le lycée Albert Londres, les manifestants arrivent doucement. On attend tranquillement avec une certaine boule dans le ventre. On sait que la manif ne sera pas de tout repos. De plus, les manifestants venant des quatre coins de la France ont subi une grosse pression policière. Les camarades de Grenoble, ont été stoppés dès la montée du bus et contrôlés par deux fois, une fois à l'extérieur et une fois à l'intérieur. Nos libertés de manifester sont-elles encore à l'ordre du jour ? Il est clair que non ! Outre des contrôles plus que rigoureux, certains bus auraient été stoppés ou du moins bien ralentis.

Petit à petit, les groupes se forment, les gens affluent, quelques autonomes arrivent par ci par là, des gens de la FA, afin de gueuler leurs profonds dégoûts de cette politique de la honte. Des banderoles comme « HORTE-FUCK » se dressent.

Ainsi, environ 2000 personnes commencent lentement à arpenter les rues de Cusset vers le centre ville de Vichy. Il est clair que l'objectif est de se rapprocher le plus de l'opéra-congrès.

Nous commençons à distribuer nos tracts aux personnes hagardes qui siègent sur les trottoirs de Vichy en quête d'explications sur tout ce bordel. Et oui, le gouvernement, aidé notamment des médias qui comme souvent sont entrés dans leur jeu, s'est bien abstenue de médiatiser ce sommet. D'ailleurs, l'organisation du sommet s'est bien entendue fortuitement très bien goupillée avec la date des élections américaines. Autant dire que pour les médias le choix s'est fait très vite ! Ainsi, on s'aperçoit très vite que la population vichyssoise en est la première victime !

Mais, tout cet élan est stoppé très rapidement. Nous arrivons devant la grille de CRS et là premier jets de bombes de gaz lacrymogènes. La manif se disperse dans les rues adjacentes et alors commence une course poursuite où l'objectif des CRS est de nous faire reculer en dehors du centre ville. Schéma classique mais nous ne nous attendions pas à une



dispersion si rapide et si brusque. Nous attendons et là c'est reparti, ils approchent. Nous marchons à reculons vers la gare là où vont être renversées des barrières en guise de barricades. Et puis quelques minutes plus tard, on s'aperçoit que les CRS arrivent très vite, mais la manif n'est pas finie, on s'écarte doucement. On ne va pas se mettre à courir comme du gibier qu'on pourchasse ! On passe un pont, une jeep crame, une vitrine de magasin éclate, la tension monte. Puis pour faire face à cette traque musclée, nous commençons à chanter la *Semaine sanglante* et on nous suit. Un lien étroit se forme entre les manifestants mais on sent la tension et le manque d'organisation. Pendant ce temps, les CRS nous encerclent et on arrive alors à l'espace Chambon, là où les organisateurs du contre sommet se sont auto proclamés organisateurs de la manifestation (« si nous n'avions pas organisé la manif, vous ne seriez pas là »). Alors qu'est-ce qu'on va foutre là-bas ? On n'a pas le choix, les flics nous parquent. On apprend que des camarades ont été arrêtés dans l'émeute. Alors, avec l'envie de dire à ces gens que nous ne sommes pas d'accord avec leur façon de parler gentiment

(suite page 4)

## Unions régionales

Les UR sont l'expression de la CNT-AIT. Elles regroupent les divers syndicats d'une zone géographique. Pour tout contact dans une région, s'adresser au secrétariat de l'UR.

**UR Centre** : CNT-AIT, 34, Espace Pierre Mendès-France, 36000 Châteauroux ; **UR Midi-Pyrénées** : CNT-AIT, BP 158, 82001 Montauban cedex ; **UR Paris et Nord** : CNT-AIT, BP 46, 91103 Corbeil cedex ; **UR Aquitaine** : CNT-AIT, 8, place Louis Barthou, 33000 Bordeaux ; **UR Méditerranée** : CNT-AIT, BP 51142, 34008 Montpellier cedex 1 ; **UR Normandie-Bretagne** : CNT-AIT, BP 2010, 14019, Caen cedex 6 ; **en Rhône-Alpes** : CNT-AIT / SII, BP 223, 38405, Saint-Martin-d'Hères cedex.



sur le sort des personnes, qui elles sont déjà en prison, pendant qu'à quelques mètres de là ceux qui décident pour nous le font très bien et méprisent nos voix ! On s'écrie « *el pueblo unido avanza sin partido* » (le peuple uni avance sans partis) ou « *libérez nos camarades* ». Nous distribuons en même temps nos tracts qui sont bien en cohérence avec ce qu'il se passe (ils parlent notamment de la récupération du mouvement des sans-papiers).

Une annonce est passée au micro pour motiver les gens à partir bloquer le commissariat de police centrale. La solidarité entre manifestants n'a pas l'air d'effleurer l'esprit des biens pensants !

Un groupe tente alors de passer la rue vers le commico mais la BAC est déjà là et nous tire dessus à coup de flash ball. La panique s'empare de la motivation. Une barricade enflammée voit le jour, les pompiers arrivent, éteignent le feu. La barricade perdure, certains commencent même avec un élan un peu trop passionné à briser la rue pour en faire des pavés.

Certains réussiront à passer et à rejoindre le centre ville. Selon certains témoignages, ils seraient allés devant le commissariat pour soutenir les camarades emprisonnés.

Ajoutons que vers deux heures de matin sur le camping réservé au manifestants (mise à disposition par la mairie de Cusset), une brigade de flics bien énervée est venue déloger en bonne et due forme les manifestants dormant tranquillement ou discutant paisiblement. Leurs tentes ont été démontées, certains ont reçu des coups et les chiens auraient été lâchés afin de bien les impressionner. Aucune arrestation n'a été effectuée mais ils ont eu une bonne trouille, ce qui était l'objectif bien entendu ! On peut tout de même se demander quel était la légitimité des flics ? Était-ce un ordre reçu en plein milieu de la nuit ? Étrange, non ? Cette action coup de poing ne serait-elle pas plutôt dans le but de « casser du jeune ou du manifestant » ? Bref, on ne saura pas sans doute pas mais de fait les forces de l'ordre méritent bien leur dénomination, une fois de plus !

Ce qui s'est passé ce lundi marquera les esprits par son caractère autoritaire. Comment ne pas être révolté par la non reconnaissance des contestations, par la censure de la



Fouille des bus pour la manif et prise en photos de leurs occupants



Dissolution de la manif, les CRS chargent les manifestants.

presse, par l'artillerie lourde de l'État français, par les politiques fascistes de toute l'Europe. Quelle est la limite entre un État oppresseur et un État dictatorial qui nous tue !! Vichy a été le théâtre d'actes liberticides de la part de l'État et nous en avons été les victimes de près ou de loin.

Mais le combat contre les politiques d'immigration « choisies » qu'ils veulent mettre en place continuent et ne se détricotent pas. Bien au contraire, pendant le sommet, tout ce qui a été planifié par le ministère français a été accepté par tout les autres pays européens.

En France, tout nouveau migrant devra dès son pays d'origine se soumettre à une évaluation de sa connaissance en français et à une formation le cas échéant.

Ce qui va plus loin, c'est la prérogative du ministre à mettre en avant la pédagogie des valeurs par des tests, mis en place pour les personnes désirant venir en France. La connaissance de la *Marseillaise* sera évaluée sur ce qu'elle signifie ! Mais où veulent-ils aller ? Qui en France donne une importance réelle à cette chanson ? Quand le ministre déclare « *la politique d'intégration repose sur un équilibre entre les devoirs et les droits des migrants* » Ne pourrait-on pas s'interroger sur les droits et les devoirs des politiciens qui ne donnent plus aucune importance aux voix de ceux qui descendent dans la rue ! Il me semble que leur définition de droits et devoirs est bien relative !

Ajoutons que l'accompagnement des migrants dans leur vie de tous les jours se fait par la biais d'association qui vont voir leur crédit encore diminué (195 millions à 78 millions en 2009). On assiste encore à un désengagement de l'État sur le terrain, qui ne propose pas de solution et qui veut simplement durcir un système déjà bien huilé...

Durcir un système bien huilé ça ils savent le faire, alors face à ces États qui négocient et inventent des processus d'exclusion de plus en plus fort, qui travaillent à une discrimination de toutes et tous, qui ferment les frontières de nos pays comme des propriétés bien gardées, il faut réaffirmer la solidarité entre tous, entre travailleuses et travailleurs et continuer à lutter ensemble.

*Matilde, Syndicat intercorporatif de l'Isère*

# Politiques européennes migratoires contre libre circulation

**L'**EUROPÉANISATION récente des politiques des migrations et de l'asile a commencé à partir du Sommet de Tampere (1999) jusqu'au Programme de la Haye (2004) pour aboutir entre autres à une directive dite « Retour » ou plutôt « directive de la honte ». Elle a notamment permis la montée en puissance de la Direction Générale « Justice, Liberté, Sécurité », des focalisations sécuritaires et anti-migratoires et des politiques de restriction des libertés et

droits fondamentaux. Au passage, on remarquera la mise en place petit à petit d'un supra-État européen même si les États nations gardent encore leurs prérogatives. En effet, prenons l'exemple du traité de Schengen qui institue la libre circulation des citoyens des États membres dans l'espace Schengen, nous avons pu constater dans les faits que nous ne pouvons exercer notre droit de contestation et de manifestation (G8 Italie 2001, G8 Nice 2000, etc.). Toutes ces



dernières évolutions se sont faites sur une politique de la peur (attentats terroristes, chômage, peur de l'étranger, etc.) et une xénophobie d'État où migration est associé à criminalité.

## Immigration « choisie » et politique utilitariste.

Il est aussi important de préciser que les gouvernements des pays du Sud notamment le Gabon, le Congo Brazzaville, le Bénin, le Sénégal, la Tunisie jouent le jeu de cette politique utilitariste de l'immigration en signant des accords avec l'UE. Ces accords peu clairs instaurent une criminalisation des personnes voulant migrer de leur pays ou de celles en situation irrégulière d'avoir

### Quelques repères historiques...

- 1975** création du groupe TREVI en marge des traités (réunions informelles des ministres de l'Intérieur)
- 1985** signature de l'accord de Schengen (Allemagne, France, Benelux) dans lequel trois articles sont consacrés à l'immigration (visas, asile, immigration illégale) mise en place du groupe ad hoc immigration qui doit réfléchir à l'abolition des frontières intérieures dans la perspective du marché unique
- 1990** accord de Schengen II (traité de mise en œuvre) et signature de la Convention de Dublin pour déterminer le pays responsable de l'examen de la demande d'asile
- 1993** entrée en vigueur du traité de Maastricht qui crée un « troisième pilier » Justice et Affaires intérieures et institutionnalise dans le cadre de l'Union la coopération en matière d'immigration et d'asile
- 1997** signature du traité d'Amsterdam qui « communautarise » les politiques d'immigration et d'asile, intègre l'acquis Schengen au droit de l'Union européenne et oblige les pays candidats à s'y conformer
- 1999** Au sommet européen de Tampere, la création d'un espace de liberté de sécurité et de justice est à l'ordre du jour et les dirigeants européens font la mise en place d'une politique d'immigration et d'asile la priorité de l'intégration européenne
- 2002** Un nouveau sommet européen cette fois-ci à Séville est dédié à la lutte contre l'immigration clandestine

(suite page 6)

(suite de la page 5)

Depuis juin 2008, la directive retour permet:

Un enfermement des étrangers pouvant atteindre 1 an et demi, pour le seul fait d'avoir franchi des frontières.

Cet emprisonnement sera décidé arbitrairement par l'administration sans aucun jugement et sans possibilité de se défendre.

La détention et l'éloignement des personnes vulnérables et des mineurs qu'ils soient ou non accompagnés, au mépris du respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

Plus grave encore, le texte permet la détention et l'expulsion forcée des mineurs isolés vers un pays tiers (autre que le pays d'origine) où ils n'ont ni famille ni tuteur légal.

Une systématisation de l'interdiction du territoire de l'UE pendant 5 ans pour les personnes expulsées, ce qui revient à les exclure et à les criminaliser.

Le renvoi des étrangers vers un pays de transit différent de leur pays d'origine.

personnes vers la France.

### **En temps de misère, il y a ceux qui profitent...**

La question des sans-papiers n'attire pas que la police.

Elle attire aussi les politiciens (gauche, droite, démocrates chrétiens), les syndicats avides de pouvoir. Tous cherchent à récupérer ces luttes pour agrandir leurs rangs et les orienter vers les urnes ou vers les églises.

Les syndicats ne sont pas internationalistes, ils « luttent » contre les expulsions et syndiquent pourtant

des forces de l'ordre qui exécutent ces mêmes expulsions ou gardent les centres de rétentions administratifs (véritables prisons pour migrants). Les partis ne font rien pour abolir les frontières, la Croix-Rouge et le Secours populaire collaborent avec les états sous des prétextes humanitaires alors qu'ils sont un rouage de la machine répressive. La solidarité n'a rien à voir avec la charité, elle a une différence essentielle. Elle est d'égalité à égalité, d'humain à humain, de prolétaire à prolétaire.

### **Stoppons la répression Solidarité internationale !**

*Tract CNT-AIT distribué à Vichy,  
Syndicat intercorporatif de l'Isère.*

# Intérim

*C'est à longueur de colonne dans la presse confédérale qu'a été dénoncée la précarité sous toutes ses formes et en particulier le développement de l'intérim (voir entre autre, le CS n° 161 juillet/août 1998, « intérim un point sur la situation » par un adhérent de la CNT-AIT de Caen et aussi, CS n° 169 Janvier/février 2000, « L'Hypocrisie, ça suffit » par V. Célestin de la CNT-AIT de Pau).*

**E**T AUJOURD'HUI PATATRAS !!!!  
C'est les boîtes d'intérim elles mêmes qui seraient (d'après la presse et la radio) à deux doigts de mettre la clé sous la porte. Bien souvent, les chroniqueurs de tous bords semblent oublier qu'avant les collaborateurs (que le terme est charmant !) d'Adecco et autres *Manpower*, ce sont les intérimaires eux mêmes qui se retrouveront les premiers à la rue.

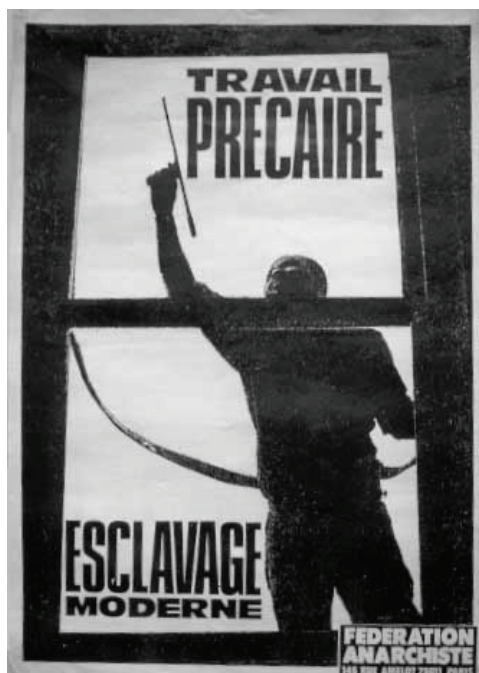
Situation gravissime si vous vivez dans une ville livrée à la « mono industrie » comme Sochaux à la « Peugeot » par exemple, car dans ce cas là l'on peut imaginer que les solutions seront rares pour garder la tête hors du seau.

Chez nous, apparemment riez de tout ça, aux pieds des Pyrénées, la règle veut que l'on se montre discret.

Eh Pau ! Sa Section Paloise bonne équipe de rugby de milieu de tableau Pro D2, son Pau Football Club dans la panade, son Elan Béarnais (basket) dans la panade aussi, sa madame le maire « socialiste » (là, d'énormes guillemets) « fraîchement » élue, après des dizaines d'années à faire sa béni-oui-oui ! Dans l'ombre de sa majesté André Labarrère « par trop tôt disparu ». Ah Pau ! Et ses manifs de fonctionnaires bons enfants, où l'on peut venir en famille, une autre façon de visi-



# que la bête crève !



ter la ville, avant d'aller au restaurant. Décidément, il y a des jours comme ça où cette ville me donne envie de gerber !!! L'on peut donc facilement imaginer qu'au milieu de tout ça, les intérimaires palois qui ne se font pas virer d'un sous-traitant de l'aéronautique par exemple, ne viendront pas frapper à la porte de la CNT-AIT, quelle erreur, afin de lutter avec nous. Pour les plus conscients, après avoir gueulé un bon coup au bureau de leur boîte, ils claqueront sèchement la porte (du moins je l'espère) et iront en suivant se

faire arnaquer par la CGT où l'on a toujours une carte à vendre. Pour les autres, quand on a pris l'habitude de la fermer, l'on continue. Ceux-là me font évidemment penser aux couillons biens souvent rencontrés lors des diffés devant les ANPE (avec un S) de cette ville et qui me soutenaient mordicus malgré mes doutes, qu'être intérimaire est une situation formidable : « *l'on a la liberté et, qui plus est, l'on gagne plus* ». Décidément, la connerie n'a pas de limite.

Pour ma part, dans mes rêves les plus fous et les plus saugrenus, je m'attends à voir fleurir sur les vitrines d'arobase de « Reflex de 64/40 » et autres « ait intérim » les affichettes suivantes « grande solde avant liquidation totale », « moins de 50 % avant fermeture » etc. Pour une conclusion plus sérieuse, je redonne la parole aux deux compagnons de la CNT-AIT précités.

Pour l'adhérent de l'Union Locale de Caen : « *La question du partage du travail (réduction du temps de travail vers 30 heures) et des richesses (relèvement des bas salaires et création d'un revenu garanti au SMIC ou s'en rapprochant) ainsi que celle de la grève générale reste donc plus que jamais d'actualité* ». Pour V. Célestin de Pau : « *Que de colères rentrées, que de talents gâchés, que de vies brisées, je ne suis pas sûr qu'un autre monde soit possible, mais une chose est sûre, il est nécessaire.* »

On les aura !!!

GAMA GT, Syndicat Intercorporatif de Pau

# Gouverner, c'est prévoir

A Chaban,  
précurseur du développement durable

**L**ES AUTOMOBILES ÉTATS-UNIENNES vont mal.

Tant mieux. A part celles des années cinquante, elles sont parpinesques. En fait, c'est surtout les Boîtes de Vitesse Automatiques (BVA) qui sont mortes. Plus précisément, les BA fabriquées à Blanquefort (près de Bordeaux). Mille sept cent ouvriers qui vont pouvoir buller, acheter de belles caisses. Faut dire qu'avec leur job, ils avaient droit à de super remises chez le concessionnaire Ford du coin. Finis le Ka et les Focus ainsi que les Galaxi. Ouf celui-ci il ne va pas nous manquer !

Comment se sont-ils retrouvés dans cette situation ?

Grâce à Chaban I, maire de Bordeaux de 47 à 95. Il a bazaré le tram de Bordeaux et de son agglomération, et dans la foulée a favorisé l'implantation de l'usine Ford Aquitaine Industries, les fameuses BA.

Dans les années 70, ça valait le coup d'assembler des BA aux 8 cylindres en V US construites à Blanquefort. Aujourd'hui, ça n'est plus le cas vu la situation de Detroit. Du coup, les Ford Aquitaine manifestent, chôment techniquement. Bref, ils strestent.

Pour se détendre, ils devraient casser tout de suite leur usine pour transformer le site en un gigantesque potager.

Et s'ils ont encore du temps de libre, continuer la ramification du tramway...

Georges, Syndicat intercorporatif de Bordeaux,  
Octobre 2008

# Faut-il donner raison au réseau ?

*La discussion sur le fonctionnement en réseau s'est développée dans une partie du mouvement militant d'extrême gauche : certains alter mondialistes, le DAL, SUD, RESF tendent à s'inspirer de cette conception. Bien que marginale dans les milieux libertaires, le syndicat CNT-AIT de Toulouse tente de la promouvoir. De prime abord, les arguments donnés semblent répondre aux préoccupations libertaires. Devant l'essor d'internet, la méfiance qui s'est développée vis à vis des organisations, ce concept semble séduisant pour une catégorie de personnes, souvent déçue par les organisations « classiques » et désireuses d'agir sur des sujets précis, sans toutefois prendre des engagements plus avant. S'interroger sur le fonctionnement en réseau, connaître son origine et construire une réflexion autour de ce thème, n'est donc pas un effort totalement inutile pour les militants anarcho-syndicalistes et anarchistes.*

## Les arguments des libertaires pro-réseaux.

Le point de départ de la réflexion développée par le syndicat de Toulouse est assez classique : le mouvement anarcho-syndicaliste ne se développe pas comme nous le souhaiterions. Le postulat avancé est que l'un des freins à son développement tiendrait dans sa conception de l'organisation jugée archaïque (« héritée du XIX<sup>e</sup> siècle »)<sup>1</sup>, les anarcho-syndicalistes doivent donc s'interroger sur « la forme d'organisation la plus adaptée à sa réalité actuelle ».

Le fédéralisme libertaire est rapidement assimilé aux formes d'organisations centralistes. Son fonctionnement serait « mécaniste » et vertical (« un rouage entraîne les autres, le flux monte et « descend » en suivant ces rouages ») tandis que le réseau supprimerait la « centralisation ».

L'objectif affiché est donc de pourvoir les anarcho-syndicalistes d'une organisation capable de « potentialiser, de rendre plus efficace l'action » des syndicats.

Quels sont donc les avantages avancés ? Le réseau permettrait une plus grande « autonomie » des syndicats. L'organisation serait débarrassée des « coquilles vides » puisque « chacune de ses unités ne commence à exister qu'à partir du moment où elle est fonctionnelle ». D'ailleurs, comment entre-t-on

dans le réseau ? « On peut penser que le minimum sera l'activité réelle préalable ». Qui reste dans le réseau ? « Lorsqu'une unité n'a pas le potentiel minimum pour continuer à fonctionner, elle disparaît en tant que structure [...] Pour rester dans le réseau en tant que syndicat, l'activité de terrain (et les cotisations) doivent être validées périodiquement par l'ensemble du réseau. La participation à la vie du réseau, c'est à dire l'échange permanent avec toutes les autres unités fonctionnelles, doit être effective ».

Enfin, le réseau permettrait d'éviter « les possibilités de prises de pouvoir » et assurerait « la liberté » et « l'autonomie » de chacun.

Avant de répondre sur le fond, il est intéressant de savoir d'où vient cette idée de réseau et qui en sont les instigateurs.

## Les origines de l'idée de réseau et ses implications.

A l'origine, le fonctionnement en réseau ne semble pas être une idée émanant des milieux anarchistes, loin s'en faut. Pascal Quidu a réalisé une fiche forte enrichissante sur l'ouvrage de deux sociologues qui se sont intéressés à cette question : « Le nouvel esprit du capitalisme »<sup>2</sup>. Non sans malice, Pascal Quidu souligne que ce travail critique sur le réseau a été salué par le jury du 7<sup>e</sup> grand prix du livre de management et de stratégie, organisé par le journal l'Expansion. C'est que le ca-

Les citations - 1  
concernant  
les arguments  
des libertaires  
« pro-réseaux »  
sont extraites  
d'un texte  
qui résume  
assez bien  
la production  
toulousaine :  
Francesito,  
Militer en réseau,  
consultable  
sur le  
site internet  
du syndicat  
de Toulouse.



pitalisme a toujours su lire les travaux dignes d'intérêts de ces détracteurs, mêmes les plus acerbes, pour affiner ses stratégies...

Face aux critiques formulées à l'encontre du capitalisme dans les années 60, les élaborateurs du discours managérial ont conçu de nouvelles références à partir du début des années 90. « *L'entreprise est organisée en réseau, ensemble de liens entre des points, liens qui sont plus ou moins durables et facilement ajustables. Toute entreprise doit se développer, développer son réseau [...]* ». L'organisation en réseau – qu'ils nomment la cité – se veut donc « *un modèle de justice, à l'aune duquel il est toujours possible de comparer les pratiques [...]* Elle comprend donc forcément une codification des épreuves qui vont déterminer les niveaux de grandeurs [...] et en particulier, l'état de « grand » par opposition à l'état de « petit ». »<sup>2</sup> Cette conception réhabilite les thèmes récurrents de l'idéologie libérale : l'esprit d'entreprise et la réussite des éléments les plus dynamiques, la loi du plus fort.

Ainsi : « *le « grand » est un « meilleur », sous entendu de réseaux. Par antithèse le « petit lui est un « tueur » de réseau* ». Loin de remettre en question le pouvoir effectif, le réseau le conforte tout en lui rendant une virginité, sous l'argument de l'autonomie et par l'absence d'institutionnalisation. Le réseau réhabilite la loi du plus fort, il « *favorise les conduites égoïstes, fondées sur l'opportunisme. Celui qu'on nomme le « faiseur » s'appuie sur les autres sans qu'il ne se sente aucune obligation de réciprocité, renforçant les asymétries au sein du réseau. Il transgresse un principe fondamental de la cité par projet, celui de la confiance puisqu'il ne s'acquitte pas des diverses dettes qu'il contracte [...]* La référence à la conduite du faiseur donne une idée de la nature de l'exploitation dans un monde connexionniste : « *la réussite et la force des uns sont dues, en fait, au moins partiellement, à l'intervention d'autres acteurs dont l'activité n'est ni reconnue, ni valorisée* ». Le pouvoir appartient donc aux structures les mieux organisées et détenant le plus de moyens, celles qui peuvent avoir des relais fidèles dans le réseau : « *On ne peut espérer bouger, se déplacer dans le réseau, donc être partout à la fois*

*que si l'on dispose dans chaque coin dudit réseau de représentants (« doublures ») qui eux ne bougent pas. Ils contribuent à ce qui fait la richesse des grands (mobiles) sans que cela soit reconnu ».*

### **Le réseau est-il compatible avec l'idéologie anarchiste ?**

Il n'est pas question ici de prêter des intentions libérales aux promoteurs du réseau mais il est évident que nous sommes tous influencés par le monde qui nous entoure, ce qui n'est pas toujours une bonne chose. Il convient de savoir si le réseau peut nous être utile ou pas.

En premier lieu, soulevons une question sur le fondement même de la réflexion des libertaires pro-réseaux : les difficultés que rencontre aujourd'hui l'anarchosyndicalisme seraient liées à son mode d'organisation archaïque, centralisateur et où les prises de pouvoirs sont possibles.

Le texte « *Militer en réseau* » souligne fort justement que l'anarchosyndicalisme a adopté – et adopte toujours – différents types d'organisations. Leur point commun réside dans un principe qui est à la base de notre pensée : le fédéralisme libertaire. Confondre la forme que revêt une organisation, dans un contexte donné, et le principe qui l'inspire, n'est pas acceptable. Le réseau, ce n'est pas le fédéralisme et, s'il faut vraiment lui trouver une alternative, alors l'honnêteté voudrait que l'on explique sérieusement ce qu'on lui reproche : en quoi le fédéralisme libertaire est-il centralisateur ? En quoi l'autonomie des syndicats est-elle mise en cause dans une organisation reposant sur la libre association ? Les valeurs, les idées et les décisions communes sont acceptées par les syndicats parce qu'ils le veulent et parce qu'ils en sont les décideurs. A côté des campagnes nationales, les syndicats sont libres, dans le cadre des accords communs, de prendre leurs propres initiatives, qui irait nier cette évidence de toujours ? Si la critique se résume à ça, c'est bien maigre.

Notre organisation est-elle archaïque ? Peut-être, mais encore faudrait-il dire en

(suite page 10)

<sup>2</sup> - Boltansky Luc et Chiapello Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, il est possible de consulter la fiche Pascal QUIDU sur le site : <http://www.la-science-politique.com>

(suite de la page 9)

quoi ? Notre syndicalisme n'est peut être plus un vecteur satisfaisant, les anarcho-syndicalistes font le pari du contraire, nous avons peut être tort, peut être pas.

La question du pouvoir est inhérente à tout type d'organisation, et c'est l'un des grands mérites de la pensée anarchiste que de l'avoir mis en exergue. C'est la raison pour laquelle le fédéralisme libertaire que nous pratiquons se dote d'un cadre défini qui offre des armes de contrôle aux syndicats. Notre fonctionnement permet de neutraliser les tentatives de prises de pouvoir... du moment que nous assumons nos responsabilités à la base, dans nos syndicats. En revanche, la disparition des délégués élus, mandatés et révocables ne garantit en rien la disparition du pouvoir, au contraire, elle permet aux mieux organisés de se substituer à eux, sans aucune légitimité, ni aucune contrainte.

Autre réserve essentielle, l'anarcho-syndicalisme a pour prétention de préfigurer la société que nous appelons de nos souhaits. Outre l'absence de contrôle du pouvoir, le réseau favorise une compétition entre les syndicats et une légitimité au mérite (celui qui semble faire le plus est le plus légitime) difficilement compatible avec les valeurs de solidarité et d'entraide que nous défendons. Le syndicat qui est jugé comme pas suffisamment actif sort du réseau et la faute semble lui incomber. Mais que fait-on des situations que vivent les compagnons que nous excluons ainsi, ferions-nous mieux qu'eux à leur place ? Sur quel critère se font les adhésions, les exclusions : qui décide vraiment ? Et une question fondamentale est passée sous silence, pourtant cruciale pour toute organisation qui compte se développer : si certains copains n'arrivent pas à développer leur syndicat face au système capitaliste, qu'avons nous fait, et qu'avons nous oublié de faire, pour les aider ?

Pour conclure, si la question de notre développement est centrale pour tous les

militants anarcho-syndicalistes, remettre en cause le fonctionnement de l'organisation ne semble pas avoir montré sa pertinence. Peut-être faudrait-il chercher ailleurs, notamment du côté de nos difficultés à nous inscrire sur le terrain des luttes de façon significative.

Est-ce que le réseau, sans résoudre nos problèmes, pourrait nous apporter quelque chose ? Nous en doutons et nous émettons de sérieuses craintes sur les dérives qu'il peut induire. Tout ce que permet le réseau de positif est déjà possible dans les cadres du fédéralisme, à la différence que le fédéralisme rajoute ceci : un socle commun et une solidarité entre les syndicats, là où le réseau ne prévoit que le développement de ceux qui en ont l'opportunité et les moyens.

Au chapitre des griefs, ajoutons simplement :

- le réseau, c'est le développement en concurrence les uns des autres. On ne fonctionne qu'avec ceux avec qui l'on s'entend le mieux, ou qui ne disent rien parce qu'ils n'ont pas les moyens de fonctionner en autarcie ;
- le réseau, c'est la division des énergies : lorsque l'on est concurrent, on ne s'aide pas. Le texte « Militer en réseau » est suffisamment éloquent en la matière. Nous reprochons ce manque d'humanité au système capitaliste, comment pourrions-nous le reprendre à notre compte ?
- Le réseau, c'est imposer ses points de vues en traitant ceux qui ne sont pas tout à fait d'accord en adversaires. Le principe est destructeur et éthiquement injustifiable ;
- le réseau, c'est la négation des positions communes. Nous sommes communistes anarchistes, est-il utile de développer ?

*Jipé, Syndicat des travailleurs du Béarn*

# Maintenant, ça suffit !

**L**À C'EST TROP. Cette année, à l'école primaire, les changements dus à la réforme sont énormes. Tout d'abord, l'aide personnalisée. La semaine d'école est passée de 4 jours ½ à 4 jours. Cette diminution de temps scolaire pour tous les élèves a permis de dégager 2 heures par semaine d'aide personnalisée à consacrer aux seuls élèves en difficulté. Mais conjointement à cela, on apprend que le Réseau d'Aide Spécialisé aux Elèves en Difficulté est supprimé. 3 000 enseignants qui vont repartir dans les classes au lieu de s'occuper des élèves en petits groupes pendant le temps de classe. L'aide personnalisée remplace donc le RASED, mais sans enseignant formé et sur un temps supplémentaire de classe pour les élèves. Il s'agit d'une suppression pure et simple de l'aide aux enfants en difficulté. De plus, nous avons dû organiser cette aide personnalisée comme nous avons pu, avant même d'avoir pu échanger entre écoles pour trouver la moins mauvaise solution pour les élèves. Nous avons dû l'organiser parce que ça nous est tombé dessus tellement vite qu'aucune résistance n'a pu s'organiser. Pas de kamikaze dans les rangs pour résister tout seul. Il a fallu répondre aux questions des parents d'élèves en ayant nous-mêmes de nombreuses interrogations. Comment faire pour que les élèves ne se sentent pas montrés du doigt ? Pourquoi les élèves ayant moins de difficulté auraient-ils moins d'heures d'école pour assimiler le programme scolaire ? Comment faire pour respecter les rythmes de l'enfant ? Les réunions administratives entre collègues se sont enchaînées. On n'a pas eu le temps de se voir pour mettre en place les projets habituels entre classes. Plus possible.



Courant octobre, nombreux d'entre nous se sont rendu compte que l'aide personnalisée n'aidait que les élèves en difficulté très momentanée. Pour les autres élèves, ceux qui ont de grosses difficultés, ça se passe malheureusement comme on le redoutait. Les élèves qui ont des apprentissages volatiles n'ont pas fait de progrès à la fin des séances d'aide personnalisée. Nous n'avons pas eu de bonne surprise. Sans RASED, ils garderont donc leurs problèmes.

En plus de cela, nous avons été infantilisés comme jamais. L'administration nous a demandé de remplir comptes-rendus et tableaux pour prouver que nous faisons notre travail, autant de temps en moins pour préparer la classe du lendemain. Et quand on résiste, on reçoit des pressions et des menaces. C'est ridicule quand nous savons que nous faisons très largement ces heures. Cela nous a assommés. Nous croyions avoir atteint le pire. Et bien non. Il y avait encore pire.

Après les milliers de postes d'enseignants supprimés, les atteintes au droit de grève et le ser-

*(suite page 10)*

(suite de la page 11)

Un PS un peu long :  
Je croyais en avoir  
terminé avec  
la longue liste  
de choses  
déprimantes  
concernant  
l'éducation,  
mais on en apprend  
tous les jours.

Nouvelle du jour :  
à partir de l'année  
scolaire prochaine,  
les enseignants  
animeront  
un dispositif nommé  
Accompagnement  
Éducatif  
(déjà en place  
actuellement  
en collège  
et dans les  
écoles primaires  
ZAP). Il s'agit  
de proposer  
des activités  
hors temps scolaires  
aux élèves :  
culture, sport,...  
et tout ça payé  
en heures  
supplémentaires  
pour les instits.  
Donc, des journées  
encore plus longues  
pour les élèves  
(il faut bien que  
quelqu'un s'en oc-  
cupe puisque bientôt  
on va annoncer  
à leurs parents  
que leur journée  
de travail va passer  
de 8 heures  
à 22 h par jour),  
des revalorisations  
salariales impossibles  
à imaginer dans  
un avenir proche,  
et des instits qui,  
au lieu de préparer  
leur classe animeront  
des activités  
péri-éducatives.  
Le Service public  
d'éducation va  
vraiment devenir  
mauvais. Une fois  
qu'il sera cassé,  
la voix sera libre  
pour le privé.

vice minimum d'accueil qui rend nos grèves invisibles, les surveillances accrues de l'inspection académique, les surveillances des parents d'élèves rendues possibles par la distribution à chacun d'un exemplaire des programmes (programmes dont nous avons eu connaissance à la rentrée, simultanément aux parents), la disparition prochaine du Réseau d'Aide Spécialisé pour les Enfants en Difficulté qui ne sera pas remplacé par l'anti-pédagogique aide personnalisée irrespectueuse de l'enfant, les stages de rattrapage en CM pendant les vacances payés en heures supplémentaires défiscalisées, voilà que l'on nous présente les nouvelles évaluations nationales.

Ces évaluations nationales se situent à la fin du cycle (3 années d'école). Elles ne visent donc pas à organiser les apprentissages du cycle. Elles seront inutiles aux enfants et aux enseignants puisque trop tardives. Elles ne visent qu'à évaluer l'enseignant. Les résultats de l'élève et ceux de l'école seront donnés à l'oral ou sous forme papier par les enseignants. Les résultats départementaux, académiques et ceux de la France entière seront ensuite accessibles par Internet. Les enseignants toucheront (au moins dans un premier temps) 400 euros de prime. Ils se disputeront ensuite les écoles où il est plus facile de faire progresser les élèves. Peu d'enseignants résisteront à la pression de l'image de l'école et le temps attribué aux matières non évaluées va diminuer drastiquement dans les emplois du temps. Il faudra être rentable. Et l'élève là-dedans !

Les élèves restent notre première préoccupation. Nous redoublons donc d'efforts pour que l'aide personnalisée, septième heure de la journée en classe, soit la plus agréable possible, en tout cas la moins néfaste possible. Mais il faut encore trouver l'énergie pour conserver des relations non conflictuelles avec les communes, qui au mieux, manquant de courage, ont organisé le Service Minimum d'Accueil. Enfin, il faut encore trouver les arguments pour expliquer aux familles que les heures d'aide personnalisée ne seront pas une recette magique, qu'elles ne remplaceront pas le RASED, et que leur enfant sera épuisé si on lui rajoute trop souvent une heure supplémentaire de ce « cours particulier gratuit ».

Cette énergie que nous dépensons n'est pas une source d'énergie inépuisable. Pour ma part

je pense ne pouvoir la transformer en énergie renouvelable que si je vois un espoir, que si je vois du monde et de la solidarité pour organiser la lutte. Nous avons besoin de nous parler en assemblées générales pour nous organiser. Nous avons un gros travail d'information à faire. Dans d'autres départements, des écoles ont commencé à impliquer les parents dans la lutte contre la disparition de l'aide maternelle. Des collègues ont distribué aux familles des autocollants à faire compléter par les élèves. Chaque autocollant permettait de dire ce que les enfants apprenaient à la maternelle. Ce genre d'action permet aux parents d'élèves de prendre conscience de la gravité de la situation et peut-être leur mettra le pied à l'étrier pour participer à cette lutte.

Il faut qu'on fasse quelque chose. Les enseignants ne peuvent pas continuer à rester le nez dans leur classe, les familles et le reste de la population doivent se battre aussi. Cette fois, il ne s'agit pas d'une lutte de l'éducation comme les autres. Cette fois, tous les niveaux de la scolarité sont attaqués à la fois. Et il ne s'agit pas d'une lutte qui, une fois perdue, nous permettra de travailler encore correctement dans les classes. Nos classes ne pourront pas fonctionner si tout s'écroule autour, si on n'a plus d'aide extérieure, si on n'a plus de maternelle, s'il n'y a plus de formation, si la pression sociale augmente et si les préoccupations des enseignants se tournent vers le maintien de la « réputation des écoles » au lieu de leurs préoccupations pédagogiques. Et puis, l'éducation, qu'elle se passe dans l'école ou hors de l'école, c'est quand même un de nos seuls espoirs.

Avant que le mot « pédagogie » ne devienne un gros mot, les enseignants doivent réagir pour organiser la lutte, s'organiser à la base et se retrouver en Assemblée Générale. Ce sera le seul moyen d'éviter que les hiérarchies syndicales ne trahissent. La tentation sera d'autant plus forte pour eux que les diminutions de postes ne les épargneront pas. Que seront-ils prêts à vendre pour conserver leurs délégués permanents déchargés ?

*Une enseignante fatiguée, en colère,  
et de moins en moins naïve,  
Syndicat des travailleurs du Béarn*



# Un jeudi effrayant ou revigorant ?

**J**EUUDI 20 NOVEMBRE était la journée réservée aux inquiétudes de l'éducation nationale. D'abord prévu pour se mobiliser contre les suppressions de poste, l'appel s'est étoffé pour devenir une journée de mobilisation contre la casse du système éducatif français par les réformes bombardées à tout va.

Jeune militant de la CNT-AIT, j'ai ressenti cette journée comme particulière. Cela fait au moins six ans que je participe à divers mouvements contre les réformes visant à briser le système éducatif ou du moins à l'empirer... J'ai toujours participé à ces mouvements en tant qu'individu non syndiqué, ni étiqueté où que ce soit. Depuis le mouvement étudiant de l'année dernière, j'ai pu rencontrer des personnes avec lesquelles je partage ce que certains appellent un « carcan » idéologique, à savoir des militant-e-s de la CNT-AIT, et c'est ainsi que de fil en aiguille, j'en suis venu à « prendre ma carte ». La journée du 20 était donc ma première grande journée de mobilisation en tant que militant de la CNT-AIT. Je m'en vais donc vous conter ce que je pourrai qualifier de sortie de retour à la réalité après des années à plus ou moins suivre les mouvements.

Arrivé à l'Assemblée générale des personnels de l'éducation trente minutes après le début de celle-ci, je me trouve dans une sorte de jolie salle de classe aux allures de bureau stalinien. Tous les participants sont assis et miroitent dans le même sens, celui du bureau des responsables syndicaux ou des futurs pensionnaires de la maison de retraite en construction sur ma commune. Par chance, les personnes présentes dans l'assemblée ont le droit à la parole, j'ai failli avoir peur, me voilà rassuré, pour l'instant. Les tours de parole s'enchaînent, et quelque chose commence à me titiller, c'est que deux types de personnes prennent la parole : celles parlant à titre individuel et se présentant (nom et lieu



d'enseignement) ce qui est la moindre des politesses, puis celles qui mélangent tout et s'expriment à la fois en leur nom propre et au nom de leur syndicat, dont elles sont parfois les seules représentantes sur leur école. Ce mélange de fonctions sent bon les élections prud'homales, et permet ainsi à certains qui d'habitude sont mous comme des flancs d'ici avoir des positions radicales ; finalement ce mélange sent mauvais, très mauvais. Rien de nouveau jusqu'ici, mais ceci étant ma première Assemblée générale avec autant de syndicats, je me devais de partager ceci. D'autant qu'il m'aurait paru normal que les gens parlent soit en leur nom propre, soit expriment le mandat donné par leur syndicat, mais pas les deux. Je mens, ce qui m'aurait paru normal, c'est que chacun parle en son nom propre, et non en celui de la direction de son parti, syndicat, association...

Autre fait choquant, on ne peut s'arrêter en si bon chemin. Les gentils syndicats qui prenaient les tours de parole ne pouvaient en

(suite page 14)

*(suite de la page 13)*

fait pas être si gentils que ça. Il s'avère que quand ça leur prend, ils ont le droit de prendre le tour de parole (mélange de mandats ?) pour faire soit une intervention pour le coup au nom de leur syndicat (là au moins c'est clair), ou alors de faire une « synthèse » censée reprendre l'important de ce qui vient d'être dit, mais qui en fait essaie de gagner du temps en brassant de l'air, beaucoup d'air pour finir sur un avis personnel ou syndical (là je n'ai pas pu le déterminer). Le problème, c'est que l'heure tourne et que la manifestation va commencer sans que l'Assemblée n'ait pu prendre de décisions. Dommage, le tour des syndicats s'auto congratulant des chiffres de mobilisation aura été fait, et puis c'est tout ? C'était sans compter sur le fait que les participants, pour certains, sont remontés et veulent aller plus loin que l'autosatisfaction. Ainsi, des voix s'élèvent pour voir ce qui peut être fait. Le bureau syndical essaie alors de gagner un peu de temps en tournant autour du pot pour ne rien proposer mais le faire voter quand même (histoire d'être démocratique). Hélas, les vilains petits canards de la salle lancent des propositions allant même jusqu'à parler d'une mobilisation la semaine suivante, et lâchant le mot de « grève reconductible », et ceci sous les applaudissements de l'assemblée. C'en est trop pour notre bureau qui rappelle une fois de plus qu'il ne faut pas applaudir... Finalement, la salle semble l'emporter, et ainsi chacun dans son secteur va travailler à lancer une mobilisation pour la semaine suivante, faire de l'information et voir la position de chacun sur la possible reconduite de la grève.

Passons maintenant à la manifestation en elle-même. Ma petite expérience m'a permis de faire des kilomètres et des kilomètres de manifestation, mais sans doute pas avec le mode de pensée qui est le mien aujourd'hui (quoique...). Ainsi, les « grands pontes » de nos syndicats après avoir fait leur discours à la foule se jettent sur leur bannière « unitaire » pour aller se placer en tête de cortège et le mener, suivis par le camion de sonorisation. C'était sans compter sur les jeunes et les moins jeunes de la CNT-AIT et d'autres. En effet, décidés à ne pas être une fois de plus des moutons de panurge de syndicats institutionnels, nous avons individuellement tenté de mettre un peu de fraîcheur dans ce défilé de vieux routiers. Certes, ça n'a

pas été grand chose, mais ça nous a permis, du moins à moi, de voir que la manifestation ne se résumait pas à suivre un cortège, à scander les slogans amenés par les meneurs et à suivre tous les ordres reçus par ces mêmes meneurs, qui eux-mêmes obéissent aux forces policières.

Ainsi, quelques militants, sympathisants ou autres ont décidé qu'ils pouvaient eux aussi se placer en tête de cortège. Et même devant la bannière des syndicats étatiques. Les fous ! Nos amis syndiqués en ont presque mangé leurs cartes de voir ces jeunes petits vilains passer devant eux. Mais en vieux renards, ils ont trouvé un subterfuge, et se sont arrêtés, bloquant le cortège (normal, ils décident), et laissant nos jeunes petits vilains continuer tous seuls. Ils ont ainsi pu repasser en tête de cortège (pour l'instant). Le jeu du je-bloque-le-cortège m'ayant paru très drôle, j'ai décidé d'en faire autant en m'arrêtant quelques secondes devant le camion, et, ils ont continué tous seuls, et ont dû attendre que le cortège revienne à eux pour repartir. Par la suite, nous avons pu repasser devant eux, et même derrière eux, tout en étant aussi présents au sein du cortège. Certains ont paru être verts. C'est sans doute idiot de s'extasier devant une chose si insignifiante, mais ça fait du bien de les voir comme ça, ne plus être totalement maîtres des événements, et devoir se plier à des volontés individuelles et collectives.

Finalement, le défilé a quand même suivi son cours, mais les « camarades syndiqués » ont pu, une nouvelle fois je pense, voir qu'il fallait apprendre à composer, et voir que les gens sont prêts à agir par eux-mêmes, et non dans les cadres définis par la police et les syndicats.

Pour conclure, je dirai que cette situation qui doit être banale pour nombre d'entre vous, était plutôt nouvelle pour moi (du moins dans le cadre d'un défilé organisé par les syndicats). Ainsi, de nouvelles idées ont pu germer dans ma tête pour sinon semer la pagaille, du moins rendre les défilés plus vivants, et ainsi permettre aux individualités de s'exprimer, et non plus de subir. J'y réfléchis encore, mais promis, si j'ai de nouvelles idées ou expériences, j'en reparle.

*Robin,  
Syndicat des travailleurs du Béarn*

# Retour sur une grève pas comme les autres...

Je vais vous relater ici le mouvement de contestation sociale dans les piscines paloises entre mai 2008 et maintenant (même si pas encore fini), mouvement « pas comme les autres » car initié et mené par les agents eux-mêmes au travers d'Assemblées Générales, ce qui a permis non pas d'éviter toutes les magouilles syndicales mais de les restreindre. Voici les faits...

**D** EPUIS DE TRÈS NOMBREUSES ANNÉES les employés du service des sports de la ville de Pau dont ceux des piscines municipales subissent une mauvaise gestion que ce soit d'un point de vue matériel ou d'un point de vue du personnel par la hiérarchie et les différents édiles qui se sont succédés.

C'est pourquoi on n'a pas trop compris en janvier 2007 quand le syndicat FO (Fesses Ouvertes) a organisé une réunion d'information et a refusé lors de celle-ci la tenue d'une AG du personnel pourtant demandée par plusieurs agents au motif qu'« il pourrait y avoir durant cette assemblée une personne sachant bien parler et allant dans le sens des agents mais qui ne ferait pas parti de leur syndicat et qu'ainsi cela ne leur apporterait rien à eux ». C'est-à-dire que comme l'a insinué leur secrétaire leur intérêt personnel passe largement avant celui des communaux. Le but de leur réunion était seulement de calmer le sentiment de colère persistant chez les agents des piscines

en individualisant les problèmes pour essayer de diviser (pour mieux régner puisqu'ils ont fait leur ce célèbre adage patronal). D'ailleurs en sortant de là, dépité, j'ai pris à parti le responsable FO des sports et ce dernier m'a alors dit qu'il était d'accord avec moi sur le fond mais

que son chef ayant dit « pas d'AG » il se devait de suivre... BEEEEHHHHHH fait le mouton !

Surtout que les élections municipales approchant chaque syndicat préférait laisser le temps à tous les candidats et disait même à tout va qu'après les élections tout allait s'arranger. Ils leur ont ainsi envoyé à chacun un questionnaire pour savoir ce qu'ils comptaient faire une fois en place. Et on en restés là (las) !

Nous voilà donc en mai 2008. C'est madame Lignières-Cassou et sa liste socialo-communiste qui a été élue. Nous apprenons alors via la presse que

le bassin d'été de la ville va être fermé définitivement. Ceci amenant cela, on nous demande –

(suite page 16)





(suite de la page 15)

de façon obligatoire et sans aucune concertation – de palier à cette fermeture en augmentant nos contraintes de travail et sans contrepartie bien entendu. Ca a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Devant le manque de réactivité de nos représentants syndicaux et le manque de cohérence et de cohésion de nos chefs de bassin, et à force d'entendre l'envie de tout un chacun de se révolter contre autant d'injustice, moi, militant à la CNT-AIT depuis un certain temps, ai pris contact avec un collègue de SUD pour essayer de faire quelque chose. Je lui ai proposé, pour commencer, d'écrire un courrier questionnaire à chacun de nos collègues de façon à ce que tous nous dise ce qui n'allait pas pour eux et comment y remédier et d'organiser ensuite une réunion d'information sous forme d'AG pour faire un courrier à madame la maire et discuter des actions que nous pourrions et voulions faire. On s'est donc retrouvé pour faire le courrier à nos compagnons et le camarade de SUD s'est engagé à le taper et à le tirer en 40 exemplaires (un pour chacun). Mais, ô surprise, quand j'ai recroisé ce dernier lors d'une manifestation et qu'il m'a

montré ce qu'il avait fait, tout le texte initial avait été modifié et donnait la part belle aux syndicats réformistes de la ville. J'ai donc repris le texte initial, l'ai tapé à l'ordinateur du local de la CNT situé rue J.B. Carreau, et l'ai tiré 40 fois grâce aux photocopieuses du syndicat. J'ai fait ensuite le tour des 3 piscines paloises distribuer notre enquête sur mon temps de loisir (et oui je n'ai pas d'heures de délégation syndicale comme ça je suis sûr de ne rien devoir à mon patron et il ne peut pas me corrompre avec ses petits passe-droits) et avec ma voiture personnelle. J'ai demandé à un collègue de la CGT (le Cancer Général du Travail même si comme l'a dit Krasucki le cancer évolue et pas la CGT ; pour preuve la CGT a supprimé de ses statuts « la lutte contre l'exploitation capitaliste » et « la socialisation des moyens de productions » lors de son congrès de 1995, en plein mouvement social !) motivé par notre mouvement si son syndicat pouvait faire la demande de réunion d'information mais que bien entendu ce n'était pas son syndicat qui mènerait la discussion mais bel et bien le personnel, ce à quoi il a adhéré et c'est ainsi qu'on a eu

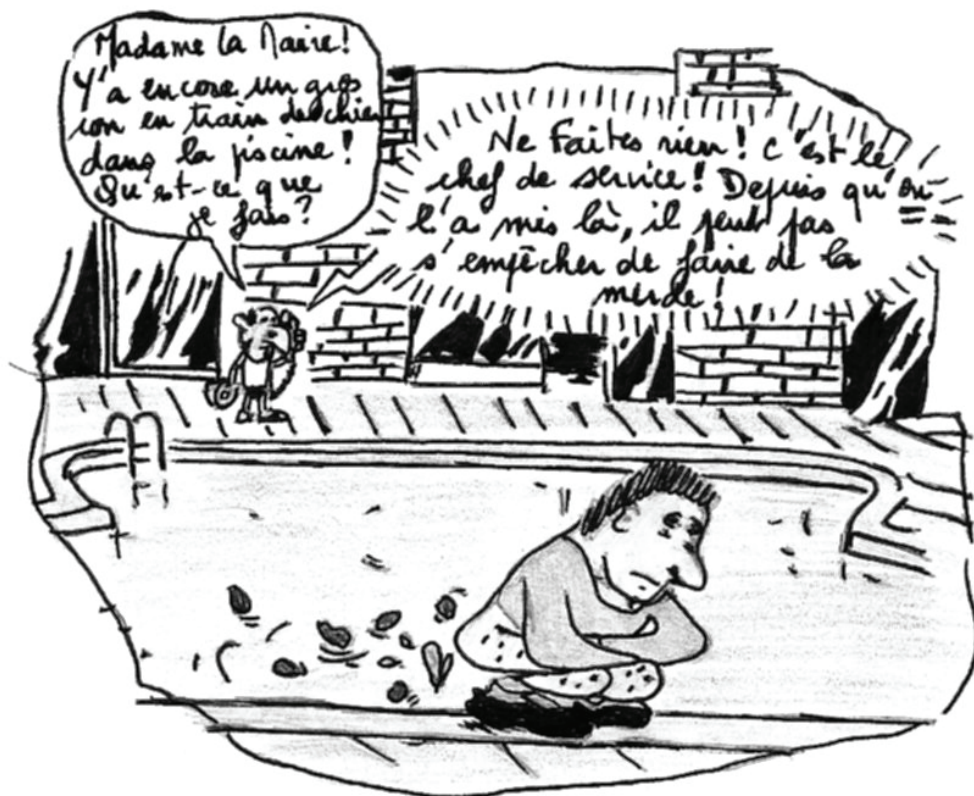
une salle pour le mercredi 28 mai 2008 avec l'autorisation à tous d'y venir. En attendant j'ai repris mes tournées quotidiennes et toujours hors de mon temps de travail pour récupérer toutes les réponses et discuter avec les collègues. Bien sûr ça n'a pas été facile tous les jours puisqu'il a fallu faire face à l'intimidation morale et physique ainsi qu'à la calomnie faite par FO mais aussi parce que dans ce genre d'histoire on a toujours affaire à toute une bande de coprophages, aux collobos qui se mettent





bien avec la hiérarchie pour obtenir des avantages personnels, aux petits chefaillons pétant plus haut que leur cul et autres mous du cul (voire du bulbe) bêlant à qui mieux mieux...

Le 28 mai on s'est donc réunit, et alors que le service fonctionne quand même, on se retrouve à 21. Ce n'est pas une conférence mais bel et bien une AG avec un maître de parole, un preneur de notes et tout le monde a droit à la parole en respectant son tour et celui des autres. Malheureusement, pris par le temps, nous ne parlerons que du contenu de la missive à envoyer à nos édiles et peu des moyens à notre portée mais cela reste tout de même constructif et complète le questionnaire que plus ou moins tout le monde a rempli. Pour mon plus grand désarroi la majorité désire travailler avec les syndicats et il est donc décidé de proposer notre lettre à tous et même à la CNT pour savoir si ils acceptent de la signer comme soutien au mouvement et seulement comme soutien, le mouvement étant porté par le personnel lui-même. Le lendemain on s'est retrouvé à 4 ou 5 pour écrire le courrier de revendications avec nos propositions pour améliorer le service en nous servant des courriers préélectoraux de la maire aux employés. Comme un heureux hasard c'est ce jour que le syndicat FO sort un tract à la mairie pour dénoncer les conditions de travail et le faible revenu de ses employés ; sûrement ont-ils eu peur que le mouvement des piscines, fonctionnant, prenne de l'ampleur et fasse tâche d'huile et qu'ainsi tous les services s'organisent à la base et les mettent à l'écart. J'ai donc tapé le courrier conformément à ce qui avait été décidé puis j'ai fait et refait le tour des piscines pour le faire signer par tout le monde. J'ai réussi à obtenir 23



signatures sur 37 agents titulaires et 3 syndicats l'ont paraphé : la CGT, SUD et la CNT. FO, qui est le premier syndicat à l'avoir eu en main a tout fait pour retarder son envoi par des excuses bidons (« on l'a pas eu », « ah oui mais on n'a pas eu le temps d'en discuter avec le polit bureau »...) pour finalement refuser de la signer pour une sombre histoire d'ultimatum ; nous demandions en effet devant l'urgence à régler certains problèmes une réponse écrite sous 15 jours. Comme vous avez dû le remarquer je ne vous parle pas de la CFDT mais à quoi bon parler du deuxième syndicat patronal après le MEDEF ? On savait dès le départ qu'ils ne nous soutiendraient pas et ils ont suivi leur ligne directrice. J'ai ensuite porté à la mairie le 9 juin les différents exemplaires : un pour la maire, pour l'élus au personnel, pour l'élus aux sports, pour le DGS et pour le chef de service.

Dans le même temps, les 4 syndicats dits représentatifs se réunissent régulièrement pour parler des points généraux à la mairie comme l'annulation des ratios pour les promotions, la prise en charge de la mutuelle et l'augmentation du régime indemnitaire, et sortent différents tracts

(suite page 18)

*(suite de la page 17)*

dont un posant un délai de réponse à madame la maire cosigné par SUD et FO (si, si FO qui n'a pas voulu signer notre lettre à cause de l'ultimatum posé à la maire !). Devant tant d'insistance, elle a convié les 4 syndicats le mardi 10 juin à 20H pour un débat lunch. Au vu de mon implication dans le mouvement des piscines, le syndicat SUD m'a invité à y participer pour représenter les collègues. Cette soirée fut un véritable foutage de gueule ; elle s'est présentée, elle et ses fidèles toutous, puis a demandé à chacun de faire de même (d'ailleurs, certains de SUD m'ont reproché de n'avoir pas dit que j'appartenais à leur syndicat quand ce fut mon tour... récupération quand tu nous tient) en exposant son implication syndicale (décharges horaires et tutti quanti). Elle a ensuite présentée ses 4 grands axes de travail et ses solutions :

précarité → bilan de compétences !  
 formation professionnelle → demande des envies de tout le monde sans garantie d'acceptation !

**Le Combat Syndicaliste est rédigé et réalisé à titre militant par des adhérents des syndicats de la CNT-AIT, chômeurs ou salariés, sur leur temps de loisir.**

conditions de travail →  
 intégration d'une psychologue du travail !  
 pouvoir d'achat → covoiturage + manger bio + manger à la cantine !

Puis, tout en donnant la parole aux syndicats, elle s'est levée chercher son plateau repas, a dit à tout le monde de faire pareil, discutait avec ses colistiers... pendant que les représentants syndicaux parlaient dans le vide et régler leurs comptes. Au final, pour résoudre tous les problèmes elle propose la création de groupes de travail !? Bref

tout le monde se sent floués. Pour parler des piscines, elle me répond qu'elle a reçu le courrier et qu'elle aimerait que l'on rencontre l' élu au personnel et celui des sports. En discutant avec le premier à la sortie, il nous dit que nos demandes sont du ressort du chef de service mais que connaissant ce dernier il allait nous rappeler. On en profite pour palabrer avec le chef du service informatique de la demande depuis un an des caissiers d'avoir un ordinateur pour faire les factures, la comptabilité ou les papiers d'information au public au propre et il nous rétorque qu'il n'est pas au courant ; il nous a alors demandé le nom de notre chef de service et il a hoqueté un « ah d'accord, je comprends ! » à notre réponse. Notre chef de service est-il connu pour faire de la rétention d'information ?

Devant le manque de nouvelles de nos édiles, on a décidé de les harceler téléphoniquement jusqu'à l'obtention de notre RDV mais impossible de les joindre et ils ont oublié d'apprendre la politesse à l'école (si ils y sont allés ?) puisqu'ils ne rappellent jamais.

Dans le même temps, le mouvement global sur la mairie a pris de l'ampleur et certains syndicats ont appelé à la grève pour le jeudi 26 juin. Devant le nombre (plus ou moins 1/4 des agents) et la motivation des gens présents (qui ont tenu le



siège de la mairie toute la journée en faisant plusieurs incursions sonores dans les locaux municipaux) et le manque de respect des réponses de madame la maire (qui a peu apprécié être dérangée pendant son interview des 100 jours et qui a dit qu'elle travaillait avec les syndicats de la ville alors même qu'elle a avoué avoir remarqué la présence de nombreux non-syndiqués ou appartenant à des petits syndicats non représentés à la mairie comme la CNT), il a été décidé en AG – au grand désarroi de certains responsables syndicaux dont le secrétaire du syndicat majoritaire (qui appelait à la grève) également membre du PS, parti de la maire qui s'est permis d'envoyer à tous les communaux socialistes un ordre de ne pas suivre la grève !!- le blocage du centre technique municipal et la poursuite de la grève. Le soir même madame la maire est venue avec messieurs Canton et Cremer dire que nous prenions « les palois et les commerçants en otage » et qu'elle allait demander à la maison poulaga de charger ; elle ne le fera pas mais embauchera des sociétés privées pour nettoyer la ville ou faire traverser les enfants. On le savait bien que

les sociaux étaient des casseurs de grève ! Et pendant ce temps là, les stalinien du PC, colistiers de la maire, dont le pourtant futur numéro 1 national du parti qui a rayé de ses statuts « la lutte des classes », ne trouvent rien à redire aux agissements très sarkoziens de la maire. Pouvoir quand tu nous tiens...

Concernant le mouvement des piscines on va profiter de leur venue pour exiger des 2 messieurs un RDV rapide. Résultat, le mardi 1<sup>er</sup> juillet ils recevaient une délégation représentant les 4 corps de métier et en même temps les 2 syndicats les plus impliqués (SUD et CNT) et les non-syndiqués. Ils nous ont écouté pendant 1H15 détailler plus précisément nos revendications exposées dans notre courrier sans pour autant nous entendre. Pour preuve, quand on leur a demandé à la fin si on pouvait les rappeler la semaine suivante pour voir ce qu'ils nous avaient accordé ou ce sur quoi ils étaient prêts à négocier, ils nous ont répondu que ce n'était même pas la peine. On a donc organisé une AG le jeudi 3 pour voir ce que le personnel désirait faire par rapport au foutage de gueule de nos édiles. Il a été décidé de faire une grève le dimanche 13 juillet –veille de l'arrivée du tour de France à Pau- en proposant à tous les syndicats de signer le préavis, ainsi que d'écrire un tract et une pétition pour les usagers. La CFDT et FO ont encore refusé de signer ou de mettre leur logo sur les tracts. Le dimanche en question, les 2 piscines paloises prévues étaient fermées car tout le personnel titulaire était en grève et tenait un piquet devant l'un des établissements pour aller au devant du public (et leur demandait de soutenir les grévistes par une caisse



*(suite page 20)*

(suite de la page 17)

de soutien) et de la presse ; ce fut un véritable SUCCES!!! Le chef de service est venu nous dire qu'il campait sur ses positions et qu'il ne voulait discuter qu'avec les chefs de bassin.

Entre début juillet et le 20 du mois j'ai téléphoné comme convenu avec les collègues régulièrement à monsieur Cremer pour proposer des solutions d'avancée et de sortie du conflit (quelles primes étaient possibles, quels travaux étaient urgents...) mais devant les problèmes de surdité de nos patrons, on a décidé d'un autre dimanche de grève pour le 27. On a refait un préavis commun mais FO a dit que c'était illégal et qu'ils étaient d'accord maintenant pour cosigner un tract à la condition que la CNT ne soit pas dessus. Un des responsables de SUD m'a prévenu et j'ai demandé à son syndicat de se positionner là-dessus ; bilan : pas de nouvelles jusqu'au samedi soir où il m'a appris qu'ils préféraient FO (absent depuis le début) à la CNT (initiateur du mouvement). J'en ai alors parlé aux collègues qui se sont insurgés et devant leur colère (et l'absence de représentant de FO le

jour dit), on a redistribué le premier tract cosigné par la CNT et remporté une nouvelle victoire avec à nouveau les 2 piscines closes. Quelques jours plus tard monsieur Cremer a rappelé pour nous promettre des avancées principalement sur les primes.

On leur a donc laissé un peu de temps mais devant leur inactivité, on a convenu qu'il fallait recommencer à les harceler téléphoniquement (à partir du 18 août) et on s'est imposé auprès de monsieur Cremer sans RDV en nous pointant dans son bureau avec toute la délégation début septembre ; il nous a alors dit que les choses suivraient leurs cours mais qu'il fallait attendre le conseil municipal et la CAP pour les officialiser, ainsi que le fait que certaines de nos doléances, même si lui l'ai trouvé légitimes, étaient refusées par le chef de service (comme les jours de compensation). Ne voyant rien arriver et pour montrer notre détermination, nous avons relancé une grève le dimanche 14 septembre à la suite duquel nous avons vu les premiers gains : les primes demandées étaient accordées !

Dans le même temps le mouvement général de la mairie a obtenu de façon officieuse une augmentation du RI de 100 euros sur 3 ans pour les catégories C, une prise en charge partielle de la mutuelle et du CASI pour les plus précaires mais rien sur les ratios. Puis tout s'est arrêté là car les syndicats officiels avaient autre chose à faire de bien plus important pour eux que les avancées sociales : les élections professionnelles approchaient ! Car c'était bien là leur objectif premier dans tout ce





mouvement. En effet, on a pu entendre des gars de SUD demandaient à des non-syndiqués si ils voulaient bien se mettre sur leur liste en plein mouvement et même lors de réunion d'information. SUD a aussi reçu un courrier d'un responsable de la mairie leur disant qu'il ne comprenait pas pourquoi on lancé une grève le 14 alors qu'ils avaient répondu favorablement à 4 de nos 5 revendications (ce qui est loin d'être vrai mais on ne peut pas demander à tous les chefs de savoir lire); malheureusement les gars de SUD ont fait leurs propos sans même les vérifier. Et on a ainsi pu lire sur un de leurs tracts préélectoraux « *Piscines : une victoire de la lutte et de l'unité initiée par SUDct... Le personnel a obtenu 4 revendications sur 5* » (Sic), ce qui s'apparente plus à de la récupération et de la manipulation... Enfin bref à de la magouille politicienne parce que ce qui les fait vivre ce sont les postes d'élus et tous les petits avantages qu'ils vont pouvoir en retirer. Tout le contraire de la CNT qui, de par sa non présentation aux élections mais sa forte présence dans les mouvements sociaux, prouve que son but est la lutte pour et par les salariés et leurs victoires sur le terrain et non dans des pseudos commissions. Surtout que celles-ci ne servent à rien car même le responsable de FO disait le 19 janvier 2007 « *on n'a plus le choix, on n'a pas notre mot à dire! En CAP ou CTP, on arrive, il faut voter ça et qu'on vote pour ou contre, ça ne change rien!* »! ? En plus la loi Le Pors dit que pour être représentatif la participation aux élections n'est qu'un point parmi 7 et n'est pas obligatoire ; celle-ci n'est d'ailleurs pas plus utile pour défendre un salarié quand le cas se pose et sûrement moins fiable que la solidarité des collègues ...!

Quant à la presse, je voudrais revenir vite fait sur le fait que la majorité d'entre eux n'est que le suppôt du patronat ! Pour preuve, dès le début du mouvement, ceux-ci préféraient résumer à outrance nos revendications pour laisser plus de place aux réponses de la maire ou de son cabinet. Ou encore, quand à l'approche de la grève du 14 septembre, un des leurs m'a contacté pour savoir si il était vrai qu'il y avait eu 2 bagarres dans les piscines durant les vacances et que je lui ai répondu qu'il y avait bien plus

grave (en effet, madame la maire, dans son magazine municipal « Pau notre ville » de septembre 2008, sous-entend que « l'ouverture de la 2<sup>ème</sup> piscine a pratiquement pu faire face à la demande », ce qui est un véritable mensonge puisqu'on a vu presque personne cet été) car madame la maire osait mentir à ses concitoyens sans vergogne sur ce sujet alors pas pourquoi sur le reste ? Comme le fait qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses municipales alors que son premier acte fut d'embaucher un DGS à 12 000 Euros/mois avec logement et voiture de fonction par exemple. Mais il a refusé d'entendre mes doléances par peur de s'attaquer à la noblesse du cru. Leur rôle n'est que de foutre la venelle aux petits bourgeois bien pensants mais intellectuellement limités qui ne se font leurs opinions que dans les journaux (et ceci sans lire entre les lignes) ou dans les magazines de société en faisant de la désinformation sur les gens socialement défavorisés ou en ne parlant que de petits faits divers inconsistants au lieu de parler de la véritable délinquance (madame la maire ?). Hormis les magouilles habituelles et le peu de revendications ayant abouties, le bilan est plutôt positif car les agents des piscines ont vu qu'en se prenant eux-mêmes en main ils pouvaient obtenir gain de cause, en tout cas plus qu'en laissant les réformistes faire à leur place. C'est ainsi qu'un mouvement de la même sorte est en train de prendre forme pour les gardiens de salle (encore le service des sports); à la dernière AG ils étaient 25 sur 27 dont beaucoup de non-syndiqués pour demander une prime de panier, une prime de ZEP et 10 jours de compensation à leurs horaires de travail, et leur délégation était composée de syndiqués et non-syndiqués. Devant cela, les personnels des piscines se demandent s'ils ne vont pas repartir pour exiger le reste de leurs revendications.

En attendant nous espérons tous que cela fera tâche d'huile dans toute la mairie et même ailleurs ! Continuons la lutte collective dans la solidarité et la détermination !

## SEULE LA LUTTE PAYE !

*I, Syndicat des travailleurs du Béarn*

# Solidarité avec les antifascistes russes

**D**ÉBAT/PROJECTION à l'Athénée libertaire, en présence de militants antifascistes russes le mardi 25 novembre 2008, à partir de 18 heures. Dans le cadre de la tournée de soutien aux antifascistes russes organisée par le SRA (Solidarité et Résistance Antifasciste) ; le débat sera suivi d'un apéro de soutien, et la soirée se poursuivra avec un concert avec le groupe russe *What we feel*, au Paquebot, à Bacalan.

## « Ensemble contre le fascisme »

Depuis le début des années 90, il y a eu en Russie un fort accroissement de l'activité des néonazis dans la rue, traduite par des violences racistes et fascistes très souvent fatales : 2 000 agressions dont 285 soldées par des morts. Pour le début de l'année 2008, le centre Sova a déjà recensé plus de 50 assassinats perpétrés par des militants d'extrême droite ; dans la même période, il y a eu plus de 200 agressions à caractère raciste (sans compter celles qui n'ont pas fait l'objet de plaintes auprès de la police, qui n'hésite pas à collaborer avec les groupes de l'extrême droite la plus violente).

Les militants antifascistes sont, quant à eux, les autres cibles de l'extrême droite : pistés par les fachos, suivis à leur domicile ou sur les lieux où ils militent, ils prennent chaque jour un risque mortel, et plus d'une dizaine d'entre eux ont déjà perdu la vie. Le gouvernement ne semble guère s'inquiéter de la prolifération de cette extrême droite plus ou moins groupusculaire, dont il utilise bien souvent, à la faveur d'une campagne

électorale ou d'une guerre sale, la phraséologie et l'imagerie. Pendant les guerres de Tchétchénie, Poutine a fait sien le discours de stigmatisation de l'étranger, de référence originaire des régions du Caucase ; son régime autoritaire et sa police récuse toute mise en cause, qu'elle vienne des ONG ou de la scène contre-culturelle. Un mouvement antifasciste radical, autonome, lié à cette scène en plein essor, est en train d'émerger dans de nombreuses régions de Russie. C'est un mouvement de jeunesse qui vient renouveler les rangs antifascistes des années 90 ; ses militants, pas toujours organisés, mais dont la politisation est indéniable, font preuve d'un grand dynamisme, et ne sont pas prêts de se laisser récupérer par des organisations contrôlées par l'État russe.

À Paris, Angers, Bordeaux, Toulouse, Saint-Étienne, Dijon et Strasbourg, les membres de *What We Feel* interviendront pour présenter leur expérience de militants après la projection du DVD réalisé pendant la tournée de Stage Bottles en mai dernier en Russie, puis le concert commencera : la lutte oui, mais la fête aussi ! Il y aura une brochure de présentation, intitulée Antifascistes en Russie aujourd'hui, éditée par No Pasaran et Barricata, et aussi la possibilité de s'informer grâce à une exposition reprenant les points forts pour comprendre ce qui se passe en Russie depuis les années 90. En attendant une tournée du même genre, mais en Russie cette fois-ci...

*Soirée organisée par l'Athénée Libertaire*

Athénée Libertaire  
7 rue du Muguet  
33000 Bordeaux  
05 56 81 01 91

[www.atheneelibertaire.net](http://www.atheneelibertaire.net)

# Boycott des élections prud'homales

**L**ES ÉLECTIONS AUX PRUD'HOMMES mobilisent les syndicats de collaboration. Pour eux, l'enjeu est d'importance.

Faute d'adhérents et encore plus de militants (la France est un des pays où le taux de syndicalisation est le plus ridicule du monde occidental), c'est le résultat aux différentes élections (paritaires, de prud'hommes, mais aussi de caisses de sécu et autres) qui leur permet d'obtenir des postes de permanents, des contrats (pour la « formation syndicale », de quoi s'écrouler de rire) et toutes sortes de financements et de prébendes. À côté des sources de financement légales, il en est paraît-il de très juteuses. Du côté des patrons de l'UIMM, on en sait quelque chose.

Qu'ont à attendre les salariés de tout ce fatras électoral ? Rien de positif.

Rappelons tout d'abord que les Prud'hommes sont compétents pour juger les conflits individuels nés à l'occasion de l'exécution du contrat de travail (par exemple, des heures supplémentaires non payées ou un licenciement abusif). Les conseils sont composés pour moitié d'élus des patrons et pour l'autre d'élus des salariés. Ce sont les voies de ces derniers que CGT, CFDT, FO et autres SUD ou UNSA se disputent, laissant entendre qu'ils se

montreront plus favorables au salarié lésé...

Ce qui est faux : les jugements qui sont rendus par les prud'hommes ne dépendent pas du bon cœur des conseillers (à supposer qu'ils en aient), mais des lois, décrets, arrêtés, règlements, conventions collectives, bref de toute une série de textes qui sont écrits ailleurs et certainement pas par des salariés de base. L'interprétation des

textes permise aux conseillers prud'hommes est elle-même limitée : les prud'hommes qui prendraient une décision un peu trop favorable aux salariés seraient immédiatement censurés par un tribunal d'instance auquel ils sont soumis pour les appels.

Bref, les décisions de ce tribunal, auquel, faute d'action directe, les salariés peuvent être obligés de recourir, ne dépendent pas des résultats électoraux comme on voudrait nous le faire croire. On ne s'affranchi pas en élisant son maître.

C'est pourquoi la CNT-AIT continue à appeler au boycott des élections prud'homales et autres instances paritaires (délégué du personnel et comité d'entreprise).



*Syndicat Intercorporatif Toulouse*



# T(ribunal à) G(rande) V(itesse)

**S**UITE AU « SABOTAGE » DES LIGNES TGV, la Police, grâce aux services de renseignements, intervient de manière spectaculaire et médiatique dans les milieux libertaires en procédant à l'interpellation de 9 militants anarchistes, définis par nos chers journalistes de notre chère télévision, de groupuscule d'ultra gauche (nous ne connaissons pas ce nouveau terme journalistique!).

Ces « dangereux » terroristes vivaient dans un petit village de Corrèze, étaient parfaitement intégrés à la population (*les vicieux*) et appréciés des habitants (*quels naïfs*).

Cette mouvance (selon le Procureur chargé de l'enquête et les journalistes qui ne sont pas à une aberration près) est souterraine, invisible. Or, ces libertaires n'ont jamais caché leurs opinions en participant à des manifestations publiques, sans jamais se cacher (pour une organisation « secrète », quel amateurisme!). Toujours selon le journal, leur chef aurait 34 ans (information essentielle dont tout le monde se fout). De plus, ces ignares si bien informés devraient savoir que dans le milieu libertaire il n'y a pas de chef, ni de meneur puisque les décisions sont prises de manière collective.

La garde à vue appliquée à ces dangereux terroristes et la mise en examen qui s'en suit, sans aucune preuve formelle de leur culpabilité, mais sous de fortes présomptions, est tout simplement scandaleuse. Le chef d'accusation qui est « association de malfaiteurs » est parfaitement honteux. Sans doute que pour le Procureur et le Juge, le fait de refuser de vivre dans une société déboussolée et de choisir un mode de vie alternatif avec une vision politique basée sur la liberté individuelle et la libre association d'individus, est malfaisante.

Définir les sabotages sur le réseau SNCF comme du terrorisme, c'est énorme. A noter que le réseau ferroviaire français subit chaque année des dizaines d'actes de malveillants dont nous n'entendons jamais parler. Bref, tout cela serait comique dans cette mise en scène médiocre si l'avenir de 9 jeunes personnes n'était pas en cause. Ce que l'on peut retenir de tout cela, c'est qu'une fois de plus, la surveillance et la répression policière se font de plus en plus pressantes. Ces libertaires n'étaient-ils pas suivis depuis des mois? Surveillance d'ailleurs nulle et inutile puisque ces jeunes, prétendus auteurs de ces sabotages n'ont pu être interpellés avant de commettre leur action. Pour une société où tout va de plus en plus mal, où la précarité se généralise, où le simple fait de se révolter contre toutes ces injustices fait de nous de la graine de terroristes, l'État met en place des moyens de fichage, de répression pour tous ceux qui voudraient s'opposer à une politique favorisant les plus nantis au dépend du plus grand nombre.

Devant un avenir plus que morose, cette opération ne serait-elle pas une manœuvre d'avertissement et d'intimidation envers des mouvements alternatifs qui échappent au contrôle de l'Etat afin de leur enlever toutes vellétés.

Pour notre part, nous nous déclarons totalement solidaires des interpellés et demandons à toutes les personnes qui se sentent concernées (nous le sommes tous) d'user de tous les moyens en leur pouvoir, pour aider à la libération de ces jeunes libertaires.

CNT-AIT Bayonne